

# Islam, impasses et sorties

*Le terrorisme islamique est un épiphénomène du mouvement qui, depuis deux siècles, traverse les sociétés des pays musulmans. Les musulmans ont le sentiment d'être dominés par les États-Unis et l'Europe : cependant les causes sont également à chercher à l'intérieur d'États dominés par des oligarchies. La constitution d'États islamiques qui islamisent le politique a échoué pour des raisons à la fois internationales et internes à ces pays. La sortie de cette impasse ne pourra venir que de courants actuellement minorisés de l'islam. Pour opérer une relecture des textes et de l'histoire dans le sens d'un islam réformiste, de nouveaux lieux de formation sont nécessaires : l'enseignement des universités des pays arabo-musulmans est sclérosé et dogmatique. L'Europe a également un rôle à jouer en privilégiant une interrogation sur le devenir commun de l'espace méditerranéen plutôt que le réalisme incertain qui prévaut aujourd'hui.*

## Felice Dassetto

Depuis plus de vingt ans, le monde non musulman, occidental, mais également d'autres parties du monde appréhendent avec crainte le devenir de l'islam. Celui de la révolution islamique, celui de l'intégrisme et aujourd'hui, de plus en plus, celui qui commet des actes sanglants, comme les attentats de New York, Washington et aujourd'hui Madrid. La crainte du terrorisme remplace la crainte du nucléaire. La lutte contre le terrorisme s'engage. Elle se transforme en guerre, celle des Russes en Tchétchénie, celle de nombreuses puissances occidentales en Afghanistan, celle des Anglo-Américains

et de leurs quelques alliés en Irak. Ces guerres sont censées couper le terrorisme à sa racine. En Irak et en Tchétchénie, elles semblent s'embourber dans une spirale où se conjuguent l'attisement des conflits, la surenchère de la violence et la déstructuration sociale.

### **LUTTER CONTRE LE TERRORISME... ET APRÈS ?**

Ce serait probablement une erreur de se limiter, sans plus, aux causes et acteurs immédiats des actes terroristes, en supposant qu'après les avoir supprimés, tout

sera résolu. La question est plus complexe. Il importe de s'interroger sur les raisons profondes de ces actions. Elles ne constituent qu'une des pointes — qui s'égareront, qui se criminaliseront — d'un plus large mouvement qui traverse, depuis deux siècles, les sociétés musulmanes.

Dans ces sociétés, des gens, des intellectuels d'origine diverse, devant la montée en puissance de l'Occident, de ce monde de chrétiens qui entoure le monde musulman (telle est leur perception), et qui, à partir du XIX<sup>e</sup> siècle les colonise, se demandent pourquoi le monde de l'islam est « tombé si bas » sur la scène de la planète. Alors que — et leur mémoire factuelle et mythique les aide — la civilisation musulmane se pensait et a été à certains moments à l'apogée de l'histoire du monde. Chez un bon nombre de musulmans, la réponse fut et parfois reste : « C'est parce que nous n'avons pas été d'assez bons musulmans, parce que les sociétés, les gouvernants ont abandonné la voie tracée par le Prophète. » Cette question allait de pair, chez une partie des musulmans, avec une autre : la planète, propulsée par l'Occident, chemine vers un monde nouveau, le monde moderne. Nouveau par sa technologie, par son économie, par son industrie, par ses sciences, par son système politique. Comment les musulmans pourront-ils s'y confronter ? Comment cela pourra-t-il se concilier ou se faire avec l'islam ? Comment ne pas se replier dans le passé, sans toutefois perdre ce que nous sommes dans ce monde qui n'a pas été fait par nous ?

Ce sont les questions de fond. Les réponses varient selon les personnes, les groupes, les contextes, les conjonctures historiques. On ne peut pas retracer ici l'histoire de ces réponses, qui vont de la spiritualité à l'action politique et parfois à l'action armée. À partir d'elles se cumule au fil du temps une mémoire de situations critiques, de luttes, de sens. Dans le monde globalisé qui est le nôtre, ces mémoires éparses et ces expériences éclatées et diversifiées convergent.

Si on regarde cette longue histoire d'inquiétudes et d'actions, on peut trouver quelques fils conducteurs, autant de questions qui sous-tendent les références à l'islam.

Une question culturelle et civilisationnelle : le sentiment d'une perte de civilisation sur la scène du monde : la civilisation de l'islam ne compte plus, elle est amoindrie, dominée, narguée. Il importe, pour des musulmans, de redonner fierté et dignité à l'islam. Il faut qu'il trouve respect. Comment le faire, face à l'envahissement de la culture de l'Occident américanisé, uniformisée mais pourtant, par de nombreux aspects, attrayante ?

Une question géopolitique : l'Occident et la puissance qui le domine, les États-Unis, sont considérés comme les responsables de cette perte, par la violence pratique ou symbolique qu'ils exercent sur les sociétés et la civilisation musulmanes. Israël, les guerres du Golfe, le mal-développement d'une partie du monde et d'autres événements sont les exemples épinglés de cette domination

injuste. Domination exercée par ailleurs par un Occident attirant, certes, mais que l'on considère aussi comme miné par des faiblesses : la pollution, le sida, la marchandisation de la femme sous son apparente libération, la consommation de drogue, la spéculation affairiste de l'économie casino, l'individualisme exacerbé... Alors que des musulmans pensent avoir des réponses inspirées par leur système religieux, à la hauteur de l'Occident.

Des questions sociales et politiques internes : depuis les années septante, les États des pays musulmans sont aussi ciblés, parce qu'ils n'ont pas su maintenir les promesses des indépendances, parce que les sociétés sont bloquées économiquement et politiquement, parce qu'ils sont des États injustes à l'égard de leur citoyens, dominés par des oligarchies accrochées au pouvoir qu'elles ont conquis.

Une question anthropologique : il s'agit peut-être d'une question majeure, la plupart du temps ignorée. À savoir le fait que le type de modernité propulsé par l'Occident amène avec lui, par des canaux multiples (institutions, médias, styles de vie...) une mise en question des structures familiales, des structures patriarcales, des rapports traditionnels entre sexes. Ce n'est pas pour rien que ces questions, celles des lois concernant la famille et la femme, sont des enjeux centraux. Le retour à l'islam est une affaire d'hommes. Les femmes y jouent un rôle ambivalent. Elles ne se limitent pas toujours à subir la répression et à pleurer leurs fils, maris, frères ou pères.

Des questions d'intérêt : la tentative de bâtir des États islamiques a en partie échoué. Ce qui a fait dire à certains que c'est la fin de l'islam politique. Je n'en suis pas convaincu, parce qu'elle a aussi réussi. Les États des pays musulmans s'affichent de plus en plus, par conviction ou par rhétorique, comme musulmans. Qui dit État dit puissance, dit géopolitique, dit action internationale (comme celle de l'Organisation de la conférence islamique), dit intérêts sur la scène du monde. Participer à ce monde peut être intéressant pour des États (l'aide financière peut être à la clé), des groupes, des individus...

Des questions conjoncturelles : elles catalysent toutes les frustrations et les volontés d'action. Depuis Israël et la Palestine jusqu'à l'Afghanistan, aux Philippines, en Bosnie, en Tchétchénie... Chaque fois, et notamment en ce qui concerne la Palestine, les musulmans y trouvent la preuve et la démonstration de leurs analyses générales : l'écrasement de l'islam, la domination de l'Occident, l'importance de l'action de défense de l'islam, la fraternité et la dignité musulmanes retrouvées... Ils y trouvent parfois la justification et l'exutoire de leurs propres carences.

Considérons ensemble ces ingrédients. Pondérons-les différemment selon les lieux, les groupes, les personnes. On trouvera autant de réponses. Pour les uns, ce sera le projet de créer un État musulman : pour d'autres, une vie sociale inspirée par l'islam. Pour d'autres, il s'agira plutôt de promouvoir une rigueur morale individuelle et familiale. Pour d'autres

encore, ce sera un renouveau spirituel. Autant de manières de décliner le retour à l'islam. Autant de chemins pour dire l'islam dans la société contemporaine.

Penser éradiquer le terrorisme est certainement essentiel, en espérant la participation élargie des sociétés et des pays où l'islam est majoritaire. Mais, chez un bon nombre de musulmans, la question restera : comment trouver un respect nouveau pour l'islam ?

### **IMPASSE DES MONDES DE L'ISLAM**

La voie empruntée par les mondes de l'islam depuis trente ans, préparée par une réflexion et des perspectives qui plongent leurs racines avant la Deuxième Guerre mondiale et bien plus loin encore, a fait prévaloir l'idée que seule l'imprégnation par l'islam de la sphère publique (et pas uniquement des consciences individuelles), depuis la société jusqu'à l'État, pouvait permettre aux sociétés musulmanes de sortir de leur domination historique. Cette conclusion allait de pair avec la découverte, par les musulmans, d'un outil puissant, celui de l'État-nation. Jamais l'islam n'avait eu à sa disposition un tel instrument. Les États musulmans classiques étaient tout compte fait bien faibles, toujours forcés à négocier avec les tribus, à avaliser les séparatismes, à laisser faire les régulations locales assurées par les confréries professionnelles ou les fondations religieuses de bienfaisance islamique.

Avec les indépendances nationales, les musulmans découvrent dans les États

nouvellement constitués — ceux de Nasser, de Bourguiba, de Sukarno, de Reza Pahlavi — un instrument puissant d'action, d'encadrement et d'orientation des populations. Le contrôle du droit, l'influence sur les médias, l'impulsion de l'enseignement, mais aussi les alliances internationales entre États, le poids qu'on peut faire valoir sur les instruments internationaux, voilà autant de raisons pour penser que l'occupation de l'État moderne par l'islam pourrait enfin permettre à nouveau le triomphe de l'islam et de sa civilisation. Cette exigence d'islamiser le politique devient conviction impérieuse, haine. Il manque encore une analyse convaincante de ce passage de l'opposition à la haine. Le sentiment d'impuissance, de rage doit être immense pour que ce tournant s'opère<sup>1</sup>.

Parmi les multiples répertoires idéologiques disponibles dans l'islam pour lire politiquement le religieux, a prévalu, depuis les années septante, un registre passéiste-littéraliste. Une lecture littérale, passéiste donc, notamment des sociétés musulmanes, en ce qui concerne le rapport entre rôles sexuels. On peut sophistiquer les terminologies : parler de wahhabisme, de salafisme wahhabite, de néosalafisme. Ce sont des précisions ou parfois des querelles d'érudits. Dans la substance, il s'agit d'une lecture répétitive de l'histoire de l'islam, prise au pied de la lettre et des événements fondateurs. Elle peut servir des idéologies diverses. Depuis celle conservatrice de l'élite saoudienne au pouvoir à celle de la revanche sociale ou géopolitique de divers groupes du *jihād*. Elle sert peut-être

<sup>1</sup> C'est une analyse à laquelle s'essaie — en relation surtout au conflit yougoslave — Véronique Nahoum-Grappe, *Du rêve de vengeance à la haine politique*, Paris, Buchet Chastel, 2003.

à tous — à tous les hommes, à tous les mâles — à sauvegarder des rôles sexuels et familiaux.

On pourrait se demander si, après vingt ou trente ans, cette perspective, nationale et internationale, n'a pas amené progressivement les sociétés musulmanes dans l'impasse. Elles sont aujourd'hui le dos au mur.

Impasse interne d'abord. Les perspectives d'un État islamique ne prennent pas en compte les effets de circulation planétaire inévitable des personnes et des messages. À moins de renfermer les populations dans un État monacal, comme ce fut fait au début de la révolution islamique en Iran, en profitant aussi du sursaut national engendré par la guerre contre l'Irak, aujourd'hui il est devenu impossible penser des sociétés isolées du reste du monde. On a beau qualifier les antennes paraboliques de « diaboliques » comme le firent les islamistes algériens, il n'empêche qu'on ne peut pas les supprimer. Ces perspectives d'État islamique ne prennent pas en compte non plus les pluralismes internes. À part quelques zones sanctuarisées islamiquement, les sociétés musulmanes sont traversées par des courants séculiers importants issus des orientations culturelles qui ont prévalu dans une partie de l'élite des pays musulmans pendant les trois premiers quart du xx<sup>e</sup> siècle. Dans des sociétés musulmanes sont présentes aussi des minorités religieuses et philosophiques. Ou bien on tend à les ignorer — comme il advient actuellement en Palestine, où la cause palestinienne est devenue une cause

islamique qui ignore la présence chrétienne. Ou bien on tend à les considérer comme minorité protégée et certainement minorisée, comme en Turquie. Dans tous les cas, le projet d'un État islamique se heurte à des contradictions internes. Ou il devient répressif et parvient à imposer sa loi ou les sociétés musulmanes se cassent en deux, comme dans le dramatique cas algérien. Ou, à l'inverse, comme dans la Tunisie de Ben Ali, où l'on réprime toute référence à l'islam politique, comme s'il n'existait pas.

Impasse aussi à l'échelle internationale. Certes l'islam politique a réussi, dans les trente dernières années, à s'affirmer sur la scène politique. L'O.C.I., l'Organisation de la conférence islamique, une sorte d'O.N.U. islamique, s'est affirmée comme organisation internationale réalisée au nom de l'islam. Ce qui est tout de même étonnant et on pense à ce que cela donnerait si des États s'organisaient dans une coopération politique au nom de l'orthodoxie, de la chrétienté, du bouddhisme. Les organisations qui sont des relais d'expansion de l'islam se heurtent d'ailleurs surtout à des organisations protestantes, d'inspiration nord-américaine.

Mais en même temps, les actions qui s'engendrent au nom de l'islam, et surtout les foyers de violence armée, par leur retentissement, leur insertion dans un cadre politique large, qui va au-delà des foyers d'incendies qui sont allumés, amènent l'islam, dans son ensemble, en raison du cheval de Troie politique et de la pointe armée et terroriste qu'il a

engendré, à se confronter aux perplexités, à l'hostilité du reste du monde et en particulier de l'Occident.

Dans les années quatre-vingt et nonante, l'islam politique semblait vouloir provoquer, défier, contre-argumenter face à l'Occident. Et il le fait encore: d'Al-Qaïda à l'O.C.I., sous des modalités diverses, l'islam politique semble vouloir s'affirmer face au reste du monde et contre lui. Cette voie pourrait déboucher aujourd'hui sur un constat d'impasse, sur un tournant. Il se pourrait que le cycle de l'islam politique sous la forme qui a hégémonisé le monde de l'islam depuis les années septante soit arrivé au terme de son cycle, même si des situations de conflits, comme la Palestine ou le Kosovo, ou la Tchétchénie pourront encore « expliquer » l'action de cet islam politique.

### **QUELLES ISSUES ?**

Peut-on imaginer quelles pourraient être les sorties de ce cycle de l'islam et de ce qui semble être son impasse ?

Certes le développement économique peut y contribuer, même si cette carte ne sera pas totalement efficace. D'abord parce qu'elle sera relativement limitée. Les promesses américaines n'iront pas bien loin, les européennes non plus. Et puis, quand bien même des plans de développement verraient le jour, ceux-ci ne parviendront pas à donner des réponses aux autres maux dont des gens, dans le monde musulman, se sentent accablés. Le marché n'apportera pas l'anti-islam. Et la démocratie sans islam ne sera pas non plus totalement légitime. À moins

que — et c'est une hypothèse qui pourrait rester ouverte, même si c'est actuellement avec des probabilités minimales —, toute la construction des références à l'islam qui s'est accrue dans les dernières décennies ne s'écroule, devienne illégitime. Les héroïsmes au nom de l'islam se fatigueraient.

Dans l'état actuel des choses, la perspective ne semble pas être celle-là. De telle sorte que la solution ne proviendra pas non plus d'un retour à la laïcité, à la sécularisation, même sous les nouvelles formes et les nouveaux concepts d'un « islam séculier », d'un « islam laïque ». Il s'agit de propositions qui ne manquent pas d'intérêt, mais qui naissent surtout de l'extérieur du monde de l'islam, soutenues souvent par les Occidentaux et de ce fait considérées comme illégitimes. L'islamisation, c'est-à-dire la référence positive au religieux est allée trop loin, jusqu'à présent, pour que tout d'un coup des formes qui tentent de l'ignorer puissent être entendues.

Il est fort probable que la solution n'émergera que de l'intérieur du monde de l'islam, de courants aujourd'hui minorisés qui parviendront à engendrer d'autres visions du monde et d'autres lectures du religieux. Sans renoncer à leur affirmation religieuse, sans renoncer au projet de s'interroger sur une spécificité possible de l'islam dans la voie de la modernité, ces courants opèrent aussi une relecture de leur histoire, une refondation de la pensée religieuse. Ils renouent peut-être avec les projets de l'islam réformiste. Ils devront peut-être aller plus loin dans l'ef-

fort d'interprétation des textes fondateurs. Plus loin aussi — et surtout — dans l'interprétation de l'histoire fondatrice, de l'expérience originelle de l'islam, celle de son Prophète qui bâtit par les armes une société musulmane. Projet cohérent à une société bédouine, à une vision forte — « axiale », aurait dit Jaspers —, exclusive du religieux. Projet intenable dans la société contemporaine. Cette voie alternative pourra trouver ses inspirations, par exemple, parmi d'autres, dans les positions d'Ali Abderreziq qui, en 1924, au lendemain de la fin du Califat, dans l'islam et les fondements du pouvoir, défend l'idée que le califat n'a pas de fondement religieux et que donc il n'y a pas d'État califal religieux à restaurer. Ou encore le Soudanais Mohamed Taha, condamné à mort pour apostasie en 1983 pour avoir affirmé qu'il y a plusieurs strates et genres littéraires dans le Coran. Ou encore d'autres voies comme celle d'Abdelmajid Charfi qui déconstruit, à l'instar de Mohamed Arkoun, mais à la différence d'Arkoun, de l'intérieur du monde religieux, la pensée islamique classique. Et, dans la même ligne, on pourrait situer le prudent mais progressif Tariq Ramadan.

Ce chemin sera long. Les références à ces quelques figures d'un islam réformé sont loin de suffire. De nouveaux penseurs devront émerger. Leur pensée renouvelée devra être reconnue comme légitime du point de vue islamique. Question combien difficile où se lit aussi l'urgence de nouveaux lieux de formation à l'islam — mais qui devront trouver une légitimité aux yeux des musulmans —,

qui pourraient remplacer aussi bien ceux classiques de l'islam, comme l'université d'Al-Azhar au Caire, dont la production intellectuelle est aujourd'hui inadéquate, poussiéreuse et soucieuse surtout d'un statu quo institutionnel, que d'autres lieux comme l'université de Médine, généreuse en financements et bourses d'études, construite de toutes pièces pour former des propagandistes wahhabites. Ces nouveaux acteurs d'une vision renouvelée de l'islam devront aussi avoir la motivation et l'enthousiasme qui sont ceux de l'islam, du *jihād*.

## UN RÔLE POUR L'EUROPE

Dans cette dynamique intra-islamique, l'islam européen aura certainement un rôle à jouer. Mais là, encore une fois, si l'on observe l'enthousiasme religieux d'une partie des musulmans européens, on constate aussi des carences. Les lieux de formation, d'étude de l'islam sont loin d'être en nombre. Les jeunes musulmans européens désireux de se former ne trouvent pas en Europe de lieux possibles de formation, ni en qualité ni en nombre.

Et par ailleurs, l'Europe aurait un rôle majeur à jouer avec son voisin le plus proche qu'est le monde de l'islam. Les États-Unis se sont lancés de plain-pied dans la guerre. Ils se lancent de plain-pied dans le début d'après-guerre. Et, certainement, ils se lancent dans une opération de charme à l'égard du monde musulman. L'Europe a mollement suivi dans la guerre, et s'est opposée mollement. Elle est dans le train américain pour l'après-guerre et elle est absente de l'opération de charme.

Et pourtant elle pourrait s'interroger plus profondément sur le devenir commun de l'espace méditerranéen, au-delà du processus de Barcelone et des tentatives bien faibles de coopération. Parce que, on l'a dit, la question n'est pas seulement économique, mais culturelle ou plus précisément, civilisationnelle. Face à la généralisation d'un modèle de développement qui se prétend universel, dans le monde musulman se sont élevées des voix pour opposer, au nom d'une civilisation ancienne, le droit à la recherche d'une autre voie pour la modernité. L'Europe pourrait s'interroger sur une véritable formulation d'un espace politique multicivilisationnel. Qui la ramènerait à s'interroger sur sa pluralité interne, certes sur un fond séculier, mais décliné de manière bien différente depuis le monde slave-orthodoxe, protestant, catholique latin ou germanique. Et on poserait en même temps, avec les voisins proches, du monde musulman, de la Turquie, du Maghreb et du monde juif, le sens de la constitution d'un monde multicivilisationnel, une sorte de Conseil des civilisations. Ce n'est qu'une utopie, trop loin du réalisme des États, du pragmatisme des institutions et de la violence devenue quotidienne. Cette sorte de conseil fournirait au moins une perspective; alors qu'actuellement, ce qui semble prévaloir est un réalisme incertain, une tétanie généralisée qui laisse place à la spirale de la haine. Cette perspective irait au-delà des propositions émises en novembre 2003 par le Comité des sages créé par la présidence de la Commission européenne<sup>2</sup>. Le rapport

produit par ce comité, positif, volontaire, soucieux de trouver les voies d'un avenir pacifié entre l'Europe et le sud de la Méditerranée reste figé dans un regard bipolaire, centré sur la Méditerranée. Il est trop près de l'héritage de l'ancien concept de dialogue ou coopération euro-arabe. Il met au centre la Méditerranée, alors qu'il s'agit de prendre en compte tout autant l'Europe centrale que celle de la Baltique. Il raisonne en termes bipolaires, alors qu'il importe de prendre en compte toute la complexité des civilisations qui traversent l'Europe et le sud de la Méditerranée et s'y entrecroisent.

Il est certes important, comme le propose le rapport, et comme le disent également d'autres instances, de l'Unesco au Conseil de l'Europe, d'améliorer l'éducation, de favoriser la circulation, de donner un nouveau rôle aux médias. Il s'agit d'aspects bien importants, indispensables, qui se pratiquent d'ailleurs déjà. Ils restent en deçà de l'urgence de la constitution d'un lieu institutionnel de coopération politique au moins partielle, un peu comme, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, le Conseil de l'Europe a été constitué comme pôle fort de coopération. Quoi qu'il en soit, on voit bien que sous des formes diverses, apparaît l'urgence de prendre en compte de manière nouvelle les identités collectives et d'inventer des processus relationnels nouveaux entre elles. n

À signaler la sortie en avril-mai de deux ouvrages de Felice Dassetto : *Les relations complexes. Islams et Occidents face à face*, Académia Bruylant ; *Les islams du nouveau siècle*, Bruxelles, Labor.

<sup>2</sup> Ce Conseil de sages était composé de dix-sept membres, provenant des deux rives de la Méditerranée, désignés par la présidence de la Commission. Leur rapport final, publié en novembre 2003 peut être consulté sur le site de la Commission européenne. Selon la nécessaire loi du genre, ce rapport utilise un langage prudent. Jamais est faite référence nommément au radicalisme islamique, au radicalisme juif ou au terrorisme.